
ICANN80 | HLGM – Mot d'ouverture et remarques introductives

Dimanche 9 juin 2024 – 8h45 à 9h05 KGL

BAHER ESMAT :

Mesdames et messieurs, veuillez prendre place, notre session va instamment commencer. Mesdames et Messieurs, veuillez prendre place, nous sommes sur le point de commencer.

Bonjour, bienvenue à la réunion gouvernementale de haut niveau. Mon nom est Baher Esmat, je suis directeur exécutif de l'ICANN pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique. Débutons avec une minute de silence pour rendre honneur et se souvenir des victimes du génocide de 1994 perpétré à l'encontre des Tutsis. Merci.

L'excellence présidente de la réunion gouvernementale de haut niveau, Madame Paula Ingabire, ministres et responsables de délégation, dirigeants, mesdames et messieurs, c'est un véritable honneur que de m'exprimer devant cette assemblée si distinguée pour évoquer le futur de la gouvernance et de la coopération en matière d'Internet. Cette réunion se tient au Rwanda et cela met en exergue notre engagement, celui de relever les défis qui existent sur ce continent et de saisir les occasions qui figurent également. Notre objectif est de faire en sorte que la transformation numérique de l'Afrique soit inclusive, durable et alimente la croissance socio-économique.

L'objectif de cette réunion gouvernementale de haut niveau est de créer et de sensibiliser le champ politique à l'importance du rôle de

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

l'ICANN en matière de gouvernance de l'Internet et de son incidence directe sur des questions critiques liées aux technologies de l'information, telles que la cybersécurité et la connectivité numérique.

Nous avons une journée enthousiasmante qui nous attend avec des sessions qui seront remplies d'informations et durant lesquelles des orateurs distingués prendront la parole. J'aimerais dans un premier temps inviter notre oratrice principale. J'aimerais que vous vous joigniez à moi pour souhaiter la bienvenue à son Excellence, Madame Paula Ingabire, ministre des Technologies, de l'Information et de la Communication et de l'Innovation pour la République du Rwanda et la présidente de cette réunion gouvernementale de haut niveau.

PAULA INGABIRE :

Chers ministres, secrétaires générales, secrétaire exécutif des organisations intergouvernementales, Sally Costerton, PDG par intérim et présidente de l'ICANN, membres du Conseil d'Administration de l'ICANN, secrétaire exécutif de l'UNECA, mesdames et messieurs, bonjour. C'est un véritable plaisir pour moi que de vous souhaiter la bienvenue à Kigali pour la cinquième réunion gouvernementale de haut niveau du GAC de l'ICANN. Nous sommes honorés d'avoir rassemblé 50 délégations gouvernementales ici dans cette pièce pour évoquer l'avenir de l'Internet et pour évoquer le rôle des organisations gouvernementales et intergouvernementales en la matière pour discuter de la sécurité et de l'interopérabilité de l'Internet.

La gouvernance Internet ne peut exister sans le multipartisme. Tous les acteurs présents dans cette pièce des gouvernements, des

organisations intergouvernementales, des entreprises, de la société civile et du champ universitaire jouent un rôle essentiel en matière de la gouvernance Internet. C'est la raison pour laquelle nous sommes présents ici aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle les efforts de l'ICANN sont essentiels pour rassembler tous ces acteurs et pour réunir toutes les perspectives afin que les meilleures décisions soient prises en matière de cadres, de stratégies et de politiques afin de garantir la robustesse et la transparence de l'Internet.

Ces efforts sont importants, aujourd'hui plus que jamais, à une époque où les technologies numériques évoluent à grande vitesse. Toutes les parties prenantes doivent agir promptement afin de faire en sorte que la réglementation Internet reste à la page des technologies émergentes et puisse affronter les menaces sophistiquées présentes en ligne.

C'est la deuxième réunion gouvernementale de haut niveau qui se tient sur le continent africain. Et en vue de la participation de nombreux gouvernements africains et d'autres économies émergentes, cette réunion est l'occasion parfaite pour mettre en exergue l'importance de l'inclusion numérique universelle et l'importance de combler le fossé numérique.

L'Internet est une ressource valable qui permet de débloquent des ressources infinies et des opportunités pour l'utilisateur dans une économie qui est de plus en plus numérisée. Il est essentiel de faire en sorte que tout le monde ait accès à l'Internet. Combler le fossé numérique exigera de nous des efforts communs pour étendre l'accès à l'infrastructure de l'Internet via des activateurs numériques, mais

également en alimentant l'utilisation universelle par le biais de contenus numériques pertinents et de services abordables.

J'aimerais reconnaître des efforts qui sont menés dans différents pays, à différents niveaux, par le biais de partenariats multipartites qui ont déjà une incidence considérable. Je suis certaine que d'autres orateurs ici pourront évoquer cela. Il faudra échanger nos perspectives et nos expériences sur ce sujet ; cela même a du sens afin de pouvoir s'emparer de cas d'utilisation utiles qui pourront être dupliqués et qui pourront ainsi permettre de diffuser des histoires de réussite de par le monde. Et je suis certaine que chacun ici a de telles histoires à partager.

Enfin, j'aimerais souligner l'importance du lieu de cette réunion, l'Afrique. La représentation de voix et de perspectives de ce continent est essentielle afin de garantir que personne ne soit laissé sur la touche. Aux parties prenantes ici présentes, j'aimerais vous dire que c'est par vos politiques et par vos cadres que vous pouvez encourager l'inclusion numérique et ouvrir la voie vers une économie numérique internationale inclusive. C'est votre capacité à répondre aux menaces technologiques émergentes et à s'emparer des tendances qui évoluent qui nous permettra d'évoquer une meilleure structure pour une meilleure participation à l'Internet international et afin de favoriser la prise de décision de façon inclusive, afin que l'Internet soit sûr, stable et interopérable pour tous. Je me réjouis des futures discussions qui pourront prendre place pendant ce forum politique de l'ICANN80. J'espère que vous pourrez tous profiter des moments informels pour profiter de ce que Kigali a à vous offrir. Merci.

BAHER ESMAT :

Merci Excellence.

Nous avons maintenant l'honneur de présenter un message de Madame Doreen Bogdan-Martin, secrétaire générale de l'UIT.

DOREEN BOGDAN-MARTIN :

Au cours des 25 dernières années, l'ICANN a eu un rôle fondamental à jouer dans le paysage numérique mondial en aidant à sécuriser l'existence d'un Internet stable et interopérable. L'UIT et l'ICANN ont un engagement commun fort envers l'inclusion numérique et nous sommes tous deux persuadés que l'Internet doit être accessible à tous, quel que soit le contexte socio-économique, le genre ou l'emplacement géographique.

Notre travail commun pour préserver cette nature ouverte de l'Internet vise à garantir que le fonctionnement technique reste résilient, même face à des défis tels qu'une pandémie mondiale. La résilience est au cœur de notre partenariat. C'est ce qui motive le mandat de l'UIT et cela constitue l'une des priorités principales en tant que secrétaire générale, qui est de promouvoir la connectivité et de faciliter une transformation numérique mondiale. Le défi que nous avons à relever est de faire en sorte que le tiers de l'humanité qui reste déconnecté puisse se connecter d'ici 2030.

Pour y parvenir, nous devons travailler ensemble, toutes les parties prenantes. Mais la bonne nouvelle est que nous ne commençons pas à zéro. L'approche multipartite dans laquelle la communauté technique a un rôle fondamental à jouer est un modèle qui a fonctionné pendant des décennies pour notre secteur. Nous avons participé à des

événements de haut niveau, comme celui qui s'est tenu à Genève il y a deux semaines, et j'ai encouragé les participants à combler le fossé numérique et à revenir sur nos objectifs de développement.

Le premier débat mondial dans cet âge numérique, à partir de 2003 et de 2005, a amené l'UIT à organiser les deux étapes du Sommet mondial sur la société de l'information. Deux décennies plus tard, le SMSI reste notre mécanisme plus fort et plus résilient pour la coopération numérique en action. Nous nous préparons maintenant pour le Pacte numérique mondial avec le processus de révision SMSI+20 et pour la suite. Face à cela, nous essayons de garantir que tous les processus soient en ligne et qu'ils se complètent. Nous allons reprendre les mécanismes existants pour reprendre notre expertise et nos connaissances et faire en sorte que cela motive notre vision de la voie à suivre pour l'avenir.

Mesdames et Messieurs, 2024 représente le 50^e anniversaire depuis que Vint Cerf a proposé la transformation d'un protocole qui structure et qui régit la manière de partager des informations à travers des réseaux. Lorsque cela s'était intégré au protocole Internet dans une couche supplémentaire, c'est devenu la pierre fondamentale pour les transferts de données qui constituent l'Internet et que l'on connaît à présent comme TCP/IP. L'UIT souhaite renforcer son partenariat avec l'ICANN à travers des initiatives telles que la Coalition pour l'Afrique numérique et Partner to Connect.

Je vous souhaite des discussions enrichissantes à la réunion gouvernementale de haut niveau de cette année. Mesdames et messieurs, continuons ensemble à mettre à profit l'une des ressources

les plus puissantes de l'humanité comme une force de bien pour construire l'Internet résilient que nous souhaitons voir partout et fournir à tous pour les prochains siècles. Merci.

J'ai maintenant l'honneur de présenter M. Claver Gatete, secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies.

CLAVER GATETE :

Merci, honorable ministre Paula Ingabire, ministre des TIC et de l'Innovation. Honorables ministres ici présents, chère Doreen Bogdan, secrétaire générale de l'UIT en absence, Tripti Sinha, présidente du Conseil d'administration de l'ICANN, Nicolas Caballero, président du comité consultatif gouvernemental, Excellences, distingués invités, Mesdames et Messieurs, il est un honneur pour moi de vous adresser la parole aujourd'hui lors de cette cérémonie d'inauguration de notre important événement. Je voulais être sûr de pouvoir partager avec vous quelques statistiques à propos du contexte présent.

Nos délibérations ont lieu aujourd'hui dans un contexte de défis mondiaux complexes, surtout pour le continent africain. Ici, les crises financières, d'énergie et climatiques en Afrique amènent à des choix de politique qui ont des conséquences profondes. Le fait est qu'en Afrique, à présent, nous partageons des réalités qui sont 7 fois plus grandes que la moyenne mondiale. Nous avons 476 millions de personnes qui seront au-dessous du seuil de pauvreté en 2024. Ceci se fait en parallèle avec une rareté de ressources qui sera progressivement pire à long terme. La moyenne actuelle de 15,8 % de taxes de GGP est la plus faible au monde

et ce n'est pas durable. Nous devons investir en ressources nationales et leur modernisation.

Par ailleurs, en Afrique, ce niveau a augmenté de 180 % depuis 2010. Aujourd'hui, la dette publique représente plus de 65 % du PIB. Les prévisions de repaiement de dette sont estimées à plus de 163 milliards de dollars pour cette année et les pertes représentent 86 milliards de dollars que pour cette année. Nous avons différentes initiatives au niveau de l'éducation, des technologies et du climat pour essayer de répondre à cela, mais l'Afrique continue à perdre en moyenne 5 % de GGP en raison du changement climatique. Mais nous n'avons reçu que 2 % des investissements mondiaux en énergie propre entre 2015 et 2022.

Par ailleurs, les qualifications de crédit sont très mauvaises et les perceptions d'injustice pour ce qui est de l'accès au marché pour les gouvernements et le secteur privé sont de pire en pire. Vous comprendrez que ce statu quo ne peut pas se poursuivre. Nous devons faire ce qu'il faut pour réformer le système financier mondial, en particulier pour le continent africain.

Excellences, Mesdames et Messieurs, dans ce contexte, nous ne pouvons pas permettre que le développement se poursuive sans que l'on fasse des avancées au niveau technologique. Le potentiel de l'économie numérique en Afrique est prévu à 72 milliards de dollars américains, soit 8,5 % du PIB d'ici 2050. Et l'importance des investissements en capacité technique et en accès aux technologies des communications et des informations sont non seulement fondamentaux, ils sont nécessaires ; c'est la pierre fondamentale pour

le développement durable en Afrique, une région où seuls 7 % des personnes sont connectées, alors que la moyenne mondiale est de 67 % de la population qui est connectée. Les résultats de notre dialogue ici aujourd'hui et à propos du Pacte numérique mondial sont de grande importance pour l'Afrique. Et je veux ici attirer votre attention sur quelques points saillants.

On ne peut pas améliorer le taux de pénétration de l'Internet sans répondre à la question fondamentale de l'accès. Les deux vont la main dans la main. Il paraît que l'Afrique est le continent le moins connecté aux services d'électricité et nous représentons 80 % des 733 millions de personnes au monde qui n'ont pas d'accès aux services d'électricité. Nous devons investir en infrastructures de satellites et de large bande. Nous savons que les pays qui ont le taux de pénétration le plus élevé au niveau de la connexion de haut débit sont ceux qui ont les PIB plus élevés aussi. Mais ce n'est pas tout simplement un travail qui appartient au gouvernement, cela relève de la responsabilité de nous tous. Il nous faut des partenariats entre les secteurs publics et privés et des incitations à travers des mécanismes. C'est ce qui sera fondamental pour pouvoir amener à concrétiser cet effort.

Troisièmement, nous devons bien établir l'ordre de priorités. Nous voyons les mêmes tendances de taxes très élevées et des taxes spécifiques aux technologies qui ont un impact sur les taux de pénétration que nous voyons ailleurs. L'imposition doit atteindre un équilibre qui permette qu'il y ait des investissements en infrastructures numériques et de l'Internet. Donc, la réduction des taxes pour les secteurs des TIC nous permettra d'améliorer le taux de pénétration de

la connectivité largement, ce qui, à son tour, permettra d'avoir des revenus plus élevés.

Quatrièmement, on a l'importance de la mobilisation de ressources conjointes pour les investissements en technologie. Il nous faut un mécanisme où les gouvernements et les partenaires internationaux puissent mobiliser ensemble des ressources d'échelle pour investir spécifiquement en technologie afin d'avoir un impact durable. Un bon exemple est la collaboration entre UNICEF et la Commission économique pour l'Afrique de l'UIT avec les gouvernements et les partenaires privés pour pouvoir combler le fossé numérique et pour pouvoir permettre aux écoles d'être connectées partout dans le monde. Cette initiative doit être soutenue.

Finalement, nous devons créer une stratégie et une vision nationales, ce qui est impérieux pour la mise en œuvre réussie de nos plans. Cela devrait être accompagné de cadres de gouvernance et réglementaires qui forcent la concurrence, les sauvegardes et qui permettent aux consommateurs d'être connectés tout en restant en sécurité. Ensemble avec des organisations comme l'ICANN, nous avons l'opportunité de garantir que notre transformation numérique puisse atteindre le dernier mile. Nous devons assumer des engagements qui permettent d'agir vers la connectivité. Notre responsabilité est claire. C'est le moment de travailler pour reprendre tous les efforts accomplis comme moteur du développement inclusif et durable. Merci.

BAHER ESMAT :

Merci Monsieur Gatete.

Nous souhaitons la bienvenue à Tripti Sinha, la présidente du Conseil d'Administration de l'ICANN.

TRIPTI SINHA :

Bonjour. Excellences, présidente de la réunion gouvernementale de haut niveau, Mme la ministre Paula Ingabire, distingués ministres, M. Claver Gatete, Mme Doree Bogdan-Martin, chefs de délégation, président du GAC Nico Caballero, excellences, membres du GAC, mesdames et messieurs, au nom du Conseil d'administration de l'ICANN, j'aimerais témoigner de toute notre gratitude à nos hôtes et à la présidente de cette session, Son Excellence Paula Ingabire, ministre des Technologies de l'information, de la Communication et de l'Innovation. Nous sommes honorés d'être ici et d'avoir été accueillis si chaleureusement. Bienvenue à cette réunion gouvernementale de haut niveau.

L'Internet est le moteur de nos sociétés, de nos économies, de nos cultures. L'Internet permet d'encourager le commerce international, de jeter des passerelles et de fournir des occasions sans pareil pour la croissance et la connectivité. Il encourage le commerce et fournit l'accès à l'éducation.

Au cœur de nos débats aujourd'hui figure le principe du multipartisme. La participation active d'un ensemble de parties prenantes telles que les gouvernements, la communauté technique, les entreprises, la société civile, les universitaires et d'autres est essentielle pour un Internet interopérable et techniquement robuste. L'ICANN est une partie essentielle de cette communauté. L'approche multipartite

inclusive permet de faire en sorte que l'Internet demeure équitable, transparent et adaptable aux défis numériques du jour. En collaborant, nous pourrions relever ces défis dans un esprit de coopération et de réflexion innovante.

L'ICANN a toujours prêté particulièrement attention au continent africain et l'un des signes de cet engagement, c'est la Coalition pour une Afrique numérique qui a été couronnée de succès. Cette réunion gouvernementale de haut niveau est une occasion en or qui permet aux gouvernements d'évoquer des points cruciaux liés au développement de l'Internet.

Les réunions gouvernementales de haut niveau sont un espace de discussion qui encourage le dialogue direct entre avec le Conseil d'Administration de l'ICANN, des responsables principaux, ainsi que la communauté de l'ICANN au sens large, sur des points politiques cruciaux, ce qui permet aux gouvernements de répondre aux préoccupations les plus pressantes et de collaborer pour élaborer des solutions qui profitent à tous. Ces interactions permettent aux décisions de l'ICANN de se faire l'écho des besoins et des intérêts de tous les pays, ce qui promeut un modèle plus inclusif, plus efficace, qui ait une incidence directe sur les personnes qui en bénéficient.

À nouveau, j'apprécie votre participation et votre implication. Je me réjouis des discussions qui prendront place aujourd'hui et des informations pertinentes qui pourront en émerger. Merci.

BAHER ESMAT :

Merci Tripti.

Monsieur Nicolas Caballero, président du GAC.

NICO CABALLERO :

Merci Baher.

Mesdames et messieurs, honorables ministres, chers délégués, chers collègues, nous nous réunissons dans l'esprit de la ville de Kigali pour cette réunion gouvernementale de haut niveau. Et c'est un véritable honneur pour moi que de vous souhaiter la bienvenue au nom du GAC et de la communauté de l'ICANN. Nous nous réunissons ici sous les auspices de l'engagement de l'ICANN, celui de faire advenir un Internet sûr et unifié en se basant sur la réunion gouvernementale de haut niveau et les conclusions qui en ont émergé à Barcelone en 2018. Alors, nous avons affirmé notre dévouement au modèle multipartite qui encourage la transparence, l'inclusivité et la collaboration.

Nous sommes à la croisée des chemins. Le paysage numérique évolue rapidement et notre détermination commune est mise à l'épreuve. L'ordre du jour de cette réunion est ambitieux. Il se fait l'écho de la difficulté des tâches et des défis qui sont les nôtres.

Notre première session se penchera sur le cœur même de l'ICANN et du modèle multipartite. C'est un modèle unique de par sa structure. Et ce modèle, c'est la base de notre succès qui nous permet de mettre en place la gouvernance du système de nos domaines. Il faut continuer à renforcer son efficacité, sa pertinence, sa capacité d'adaptation et sa résilience face aux défis émergents.

Dans la deuxième session, nous nous pencherons sur la coopération et la gouvernance au sein de l'écosystème de l'ICANN. L'intégrité de notre opération repose sur une bonne collaboration entre le gouvernement, les entités du secteur privé et la société civile. Il faut renforcer notre engagement en faveur d'une structure de gouvernance qui est juste, qui est obligée de rendre des comptes, une qui est capable de se faire écho à l'intérêt du public tout en prenant en compte les complexités de la gouvernance Internet.

La troisième session se penchera sur l'inclusion numérique. Nous sommes les défenseurs de l'Internet. Nous devons combler le fossé numérique afin de faire en sorte que chaque individu puisse tirer parti de l'économie numérique. Il ne s'agit pas d'une simple aspiration, c'est une nécessité qui nous permettra d'alimenter la croissance économique internationale et de garantir l'équité sociale.

Notre dernière session se concentrera sur l'élaboration d'une infrastructure de connectivité en Afrique. La connectivité, ce n'est pas simplement l'accès, c'est l'autonomisation des individus, c'est leur donner des outils pour qu'ils puissent participer pleinement à l'univers numérique. Il faut collaborer pour garantir cette infrastructure de connectivité par la vitesse, par la portabilité et par l'alphabétisation numérique. En faisant cela, nous pourrions débloquer tout le potentiel du continent.

Œuvrons dans un esprit de collaboration qui a toujours été une véritable approche commune ici. Soyons audacieux, soyons déterminés dans notre approche et collaboratifs dans nos efforts.

J'aimerais remercier nos hôtes, en particulier Mme la ministre Paula Ingabire, ministre des Technologies, de l'Information, de la Télécommunication et de l'Innovation. Et merci à toute l'équipe qui a participé à l'organisation de cette réunion. J'aimerais également témoigner de ma plus profonde appréciation à vous tous, secrétaires, ministres, secrétaires d'État, qui sont venus de loin pour prêter leur voix et leur connaissance à ces débats essentiels.

En conclusion, je réitère mes propos : ensemble, ouvrons la voie pour faire advenir un avenir numérique inclusif et prospère pour tous. Merci beaucoup.

BAHER ESMAT :

Merci Nicolas.

Je remercie tous les intervenants des perspectives qu'ils ont apportées qui étaient très enrichissantes. Avant de commencer la première session de la journée, nous voudrions saisir l'occasion de prendre quelques photos de groupe. Tout d'abord, je voudrais inviter les ministres, le président du GAC, la présidente du Conseil d'administration de l'ICANN et la présidente par intérim et PDG de l'ICANN à venir devant dans la salle pour prendre des photos ensemble. Ne quittez pas la scène, je vais maintenant inviter tous les intervenants et tous les chefs de délégation à nous rejoindre sur la scène, intervenants, orateurs et présidents de délégation.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]